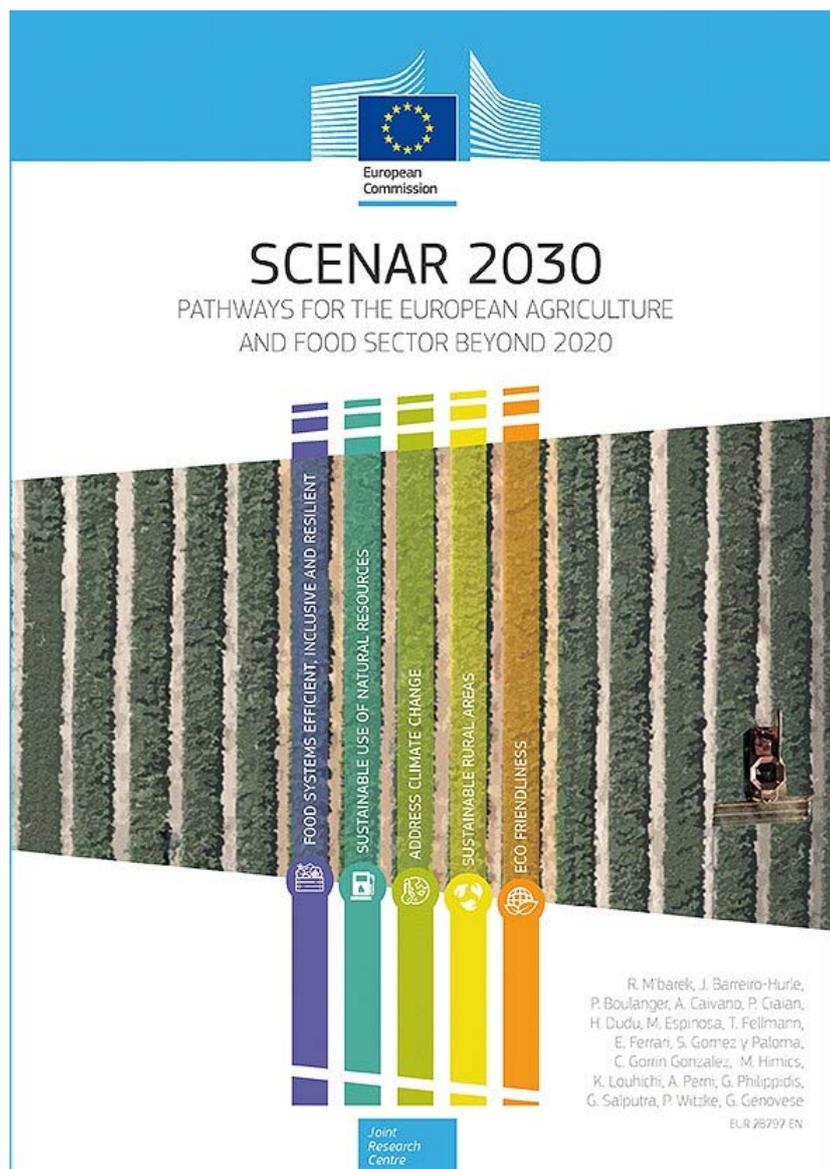


Scenar 2030: Pathways for the European Agriculture and Food Sector beyond 2020

Par BERGERET Pascal

1 juin 2018



M'BAREK Robert, « Scenar 2030: Pathways for the European Agriculture and Food Sector beyond 2020 », Office des publications de l'Union européenne, 2017.

Le Centre commun de recherche (Joint Research Centre) de la Commission européenne est à l'origine de cette étude qui présente les conséquences, à moyen terme, de trois scénarios d'évolution de la politique agricole commune (PAC) par comparaison avec un scénario de référence dans lequel il n'y aurait pas de changement majeur apporté à la PAC actuelle. Le scénario 1 se base sur un verdissement accru de la PAC à budget constant, avec un paiement des aides soumis à une éco-conditionnalité renforcée. Le scénario 2 simule l'abandon du premier pilier [1] de la PAC et l'orientation du second pilier [2] vers des mesures en faveur de la productivité de la production agricole. Le scénario 3 est celui d'un démantèlement pur et simple de la PAC, dont le budget se voit restitué au contribuable européen.

Le scénario 1 est celui qui se rapproche le plus du scénario de référence avec une baisse de moins de 1% de la production agricole, une

augmentation des prix de l'ordre de 1 % entraînant une augmentation des revenus agricoles de l'ordre de 5 %. L'emploi agricole diminue par rapport au scénario de référence (moins 2 %). Les surplus en azote des sols et des eaux sont réduits de 1 %, ainsi que les émissions de gaz à effet de serre.

Les résultats des simulations sont plus tranchés pour les scénarios 2 et 3 qui se traduisent par une concentration accrue de l'activité agricole dans les grandes exploitations des zones à forte productivité. La production agricole totale chute de 4 % à 6 %, et la surface agricole utilisée de 8 %. L'Union européenne doit accroître ses importations agricoles. Les zones marginales et les petites exploitations sont les grandes perdantes de ces deux scénarios avec des baisses de revenus agricoles pouvant atteindre 15 %. Les filières animales et les grandes cultures sont les plus touchées par la baisse des revenus. Les plus grandes exploitations, quant à elles, peinent à maintenir leur revenu.

Les scénarios 2 et 3 ont un impact très faible sur le produit intérieur brut et sur le niveau général de bien-être, sauf pour les pays de l'Europe à 13 dont le bien-être accuse une forte baisse à l'horizon 2025, avant que les économies ne s'ajustent avec un retour après 2030 au niveau initial de bien-être. La perte d'emplois agricoles qui est une tendance lourde (moins 25 % à l'horizon 2030 dans le scénario de référence) est encore accentuée de l'ordre de 5 % avec les scénarios 2 et 3. D'un point de vue environnemental, les surplus en azote dans les sols et les eaux augmentent fortement dans ces scénarios 2 et 3 (respectivement de 3 % et 1 %), par le fait que la concentration de productions très intensives sur les espaces les plus productifs efface les effets de la diminution globale de la production. Les émissions de gaz à effet de serre diminuent du fait de la réduction de la production, mais cet effet est compensé au niveau global par l'augmentation de la production hors Union européenne destinée aux surcroûts d'importations de l'Union.

Au total, l'étude montre sans équivoque les effets néfastes d'un démantèlement de la PAC sur l'agriculture, mais aussi sur le bien-être général des populations. Elle balaye les fantasmes des tenants d'un libéralisme sauvage qui professent que les crédits de la PAC constituent une mauvaise utilisation de l'argent des contribuables et que l'accent doit être mis avant tout sur la productivité. Les scénarios 2 et 3 soulignent la vulnérabilité des petites exploitations et des zones marginales pour lesquelles les subventions de la PAC sont économiquement plus importantes que les revenus du marché. L'étude montre également que la PAC gagnerait à une meilleure adéquation entre les outils mis en œuvre et les objectifs affichés : un objectif de redistribution devrait s'accompagner d'un ciblage plus clair des bénéficiaires des paiements directs, et un objectif de performance environnementale devrait s'accompagner de conditionnalités mieux définies. Les arbitrages entre ces types d'objectifs ne sont pas toujours clairs ni assumés dans la PAC actuelle.

D'un point de vue méthodologique, l'étude offre le grand intérêt de combiner l'utilisation de trois modèles articulant des échelles de raisonnement différentes : un modèle d'équilibre général pour l'échelle de l'Union européenne dans le monde (MAGNET), un modèle s'intéressant aux impacts régionaux de la PAC (CAPRI) et un modèle d'impact sur les exploitations agricoles (IFM-CAP). Cette approche permet de moduler les résultats des simulations entre groupes de pays, pays pris individuellement et types d'exploitation, ce qui rend l'analyse très riche. La simulation des impacts environnementaux paraît toutefois partielle et constitue sans doute une limite de l'étude, de même que l'impossibilité pour les modèles utilisés de prendre en compte certaines variables clefs comme la distribution de la valeur le long des chaînes alimentaires ou encore les changements structurels.

Mais à l'heure où les discussions autour du cadre financier pluriannuel de l'Union et, notamment, du budget de la PAC post-2020 font rage, et où les effets du Brexit sont encore incertains, cette étude nous rappelle de façon salutaire combien la PAC constitue un bien précieux qu'il serait irresponsable de compromettre.

[1] Le premier pilier de la PAC concerne les mesures de soutien aux marchés et aux revenus des exploitants agricoles.

[2] Le second pilier de la PAC concerne la politique de développement rural.

Site web

<http://publications.jrc.ec.europa.eu/repository/bitstream/JRC108449/kjna28797enn.pdf>

Accéder à plus de contenus ?

Adhérez à Futuribles International et accédez à toutes les notes de veille, à la base bibliographique et à bien d'autres choses encore.

En savoir plus sur l'association